

RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2023

Chers Actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du groupe Lectra (le Groupe) pour le premier trimestre 2023, clos le 31 mars.

Les comparaisons détaillées entre 2023 et 2022 sont données, sauf indication contraire, aux cours de change 2022 (« données comparables »). L'impact de l'acquisition de TextileGenesis (cf. communiqué du 8 décembre 2022) sur les comptes 2023 n'étant pas significatif, les variations à données comparables neutralisent uniquement l'effet de la variation des parités de change.

L'analyse des commandes de nouveaux systèmes est faite au travers de deux indicateurs : d'une part, le montant des logiciels vendus séparément sous forme de licences perpétuelles (« Licences perpétuelles de logiciel »), des équipements et de leurs logiciels embarqués (également vendus sous forme de licences perpétuelles) et des services non récurrents, d'autre part la valeur annuelle des nouveaux abonnements logiciels, pour les offres en mode *Software as a Service* (SaaS).

Les tableaux détaillés des commandes de nouveaux systèmes, du chiffre d'affaires et du compte de résultat du premier trimestre 2023 figurent dans les compléments d'information au présent rapport, à partir de la page 6.

1. ACTIVITÉ ET COMPTES DU PREMIER TRIMESTRE 2023

Forte baisse des commandes de nouveaux systèmes

Dans un contexte de ralentissement de la croissance mondiale, de persistance de l'inflation et de hausse des taux d'intérêts, le premier trimestre 2023 a été marqué par un attentisme de la part de clients du Groupe sur leurs décisions d'investissement, partout dans le monde. Cette situation s'est traduite par un fort ralentissement des prises de commandes de nouveaux systèmes.

Ainsi, les commandes de licences perpétuelles de logiciel, d'équipements et de leurs logiciels et de services non récurrents (35,7 millions d'euros) diminuent de 32 % (- 31 % à données réelles). Les commandes de licences perpétuelles de logiciel (3,7 millions d'euros) et d'équipements et de leurs logiciels (26,9 millions d'euros) reculent respectivement de 29 % et 37 %. Celles de formation et de conseil (3,8 millions d'euros) progressent de 6 %.

Géographiquement, les commandes de licences perpétuelles de logiciel, d'équipements et de leurs logiciels et de services non récurrents reculent de 14 % en Europe, de 39 % dans les Amériques, de 45 % en Asie-Pacifique et de 25 % dans les pays du reste du monde (Afrique du Nord, Afrique du Sud, Turquie, Moyen-Orient...).

Les commandes diminuent de 32 % dans l'automobile, 27 % dans la mode et de 31 % dans l'ameublement.

Par ailleurs, les commandes de nouveaux abonnements logiciels continuent leur progression. Leur valeur annuelle s'élève à 2,7 millions d'euros, en hausse de 13 % par rapport à 2022 (+ 14 % à données réelles).

Chiffre d'affaires stable et recul de l'EBITDA courant

Avec une parité moyenne de 1,07 \$ / 1 € au premier trimestre, le dollar s'est inscrit en hausse de 5 % par rapport au premier trimestre 2022. Le yuan, de son côté, s'est déprécié de 3 % par rapport à l'euro. L'évolution des devises a eu pour effet mécanique d'augmenter de 1,8 million d'euros (+ 1 %) le chiffre d'affaires et de 0,7 million d'euros (+ 4 %) l'EBITDA courant dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Dans le rapport sur les comptes du quatrième trimestre et de l'année 2022, le Groupe avait indiqué que le chiffre d'affaires du premier trimestre 2023 devrait être en légère diminution compte tenu de la baisse du carnet de commandes au 1^{er} janvier 2023 par rapport à celui du 1^{er} janvier 2022, qui était exceptionnellement élevé, et que cette diminution du chiffre d'affaires, conjuguée à l'augmentation des frais généraux, se traduirait également par une baisse de l'EBITDA courant.

Malgré la faiblesse des prises de commandes, le chiffre d'affaires du premier trimestre 2023 s'élève à 123,7 millions d'euros, stable par rapport à la même période de 2022 en raison de la forte croissance du chiffre d'affaires des contrats récurrents. Celui-ci bénéficie notamment de la dynamique des commandes d'abonnements logiciels et de l'accélération des synergies relatives à l'acquisition de Gerber.

À données réelles, le chiffre d'affaires progresse de 1 %.

Chiffre d'affaires des licences de logiciel, des équipements et de leurs logiciels et des services non récurrents

Le chiffre d'affaires des licences perpétuelles de logiciel, des équipements et de leurs logiciels et des services non récurrents (43,8 millions d'euros) diminue de 11 %. Il contribue à 35 % du chiffre d'affaires (40 % en 2022) et comprend principalement :

- les licences perpétuelles de logiciel (4,1 millions d'euros), qui diminuent de 14 % et contribuent à hauteur de 3 % au chiffre d'affaires (4 % en 2022) ;
- les équipements et leurs logiciels (33,8 millions d'euros), qui reculent de 15 % et représentent 27 % du chiffre d'affaires (32 % en 2022) ;
- la formation et le conseil (4,7 millions d'euros), qui progressent de 30 % et représentent 4 % du chiffre d'affaires (3 % en 2022).

Au 31 mars 2023, le carnet de commandes des licences perpétuelles de logiciel, des équipements et de leurs logiciels ainsi que de la formation et du conseil s'élève à 36,2 millions d'euros. Il diminue de 8,6 millions d'euros à données réelles et de 8,3 millions à données comparables, par rapport au 31 décembre 2022.

Chiffre d'affaires des contrats récurrents, consommables et pièces

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents, qui contribue à 36 % du chiffre d'affaires (32 % en 2022), s'élève à 44,0 millions d'euros, en progression de 11 % :

- les abonnements logiciels s'établissent à 6,7 millions d'euros, en hausse de 52 %, et représentent 5 % du chiffre d'affaires (4 % en 2022) ;
- les contrats de maintenance des logiciels (13,4 millions d'euros), en progression de 4 %, représentent 11 % du chiffre d'affaires (11 % en 2022) ;
- les contrats de maintenance des équipements et de leurs logiciels (23,9 millions d'euros), en croissance de 7 %, représentent 19 % du chiffre d'affaires (18 % en 2022).

Parallèlement, le chiffre d'affaires des consommables et pièces (35,9 millions d'euros) augmente de 3 % et représente 29 % du chiffre d'affaires (28 % en 2022).

Au total, le chiffre d'affaires récurrent (79,9 millions d'euros) progresse de 8 % (+ 9 % à données réelles).

Marge brute

La marge brute s'élève à 84,8 millions d'euros, en augmentation de 4 % par rapport à 2022.

Le taux de marge brute s'établit à 68,5 %, en progression de 2,7 points. Cette hausse provient de l'évolution du mix produit, avec un poids plus important du chiffre d'affaires des contrats récurrents, et de la forte amélioration de la marge sur le chiffre d'affaires des équipements et de leurs logiciels.

Les charges de personnel et les autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de services ou de la formation et du conseil ne sont pas intégrées dans le coût des ventes, mais figurent dans les frais généraux.

Frais généraux

Les frais généraux s'établissent à 72,6 millions d'euros, en croissance de 9 % par rapport à 2022. Ils se décomposent comme suit :

- 67,9 millions d'euros de frais fixes (+ 11 %) ;
- 4,8 millions d'euros de frais variables (- 9 %).

Les dépenses de recherche et développement (13,6 millions d'euros), entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes, représentent 11,0 % du chiffre d'affaires (12,7 millions d'euros et 10,4 % du chiffre d'affaires au premier trimestre 2022). Après déduction du crédit d'impôt recherche applicable en France, ainsi que des subventions reçues, les frais nets de recherche et développement totalisent 12,7 millions d'euros (10,9 millions d'euros en 2022).

EBITDA courant, résultat opérationnel courant et résultat net

L'EBITDA courant atteint 19,7 millions d'euros, en diminution de 12 % (- 8 % à données réelles), et la marge d'EBITDA courante s'établit à 16,0 %, en recul de 2,1 points (- 1,7 point à données réelles).

Le résultat opérationnel courant s'élève à 12,1 millions d'euros, en baisse de 20 %. Il comprend une charge de 3,2 millions d'euros au titre de l'amortissement des actifs incorporels résultant des acquisitions réalisées depuis 2021.

Les produits et charges financiers représentent une charge nette de 1,4 million d'euros. Le résultat de change est négatif de 0,5 million d'euros.

Après une charge d'impôt de 3,0 millions d'euros, le résultat net s'élève à 7,3 millions d'euros, en diminution de 21 % à données réelles.

Le bénéfice net par action est de 0,20 € sur capital de base et sur capital dilué (0,25 € sur capital de base et 0,24 € sur capital dilué au premier trimestre 2022).

Cash-flow libre en progression

Le cash-flow libre courant s'établit à 9,2 millions d'euros (7,1 millions d'euros au premier trimestre 2022). Il est supérieur au résultat net.

Après un décaissement de 0,2 million d'euros au titre des honoraires et autres coûts relatifs à l'acquisition de Gerber au premier trimestre, le cash-flow libre s'élève à 9,1 millions d'euros.

Un bilan particulièrement solide

Au 31 mars 2023, le Groupe dispose d'un bilan particulièrement solide, avec des capitaux propres de 417,9 millions d'euros et une trésorerie nette positive de 7,8 millions d'euros, composée d'une dette financière de 119,0 millions d'euros et d'une trésorerie disponible de 126,8 millions d'euros.

Au cours du premier trimestre, la Société a procédé au paiement de 15,2 millions d'euros au titre de l'acquisition de la majorité du capital de TextileGenesis.

Le besoin en fonds de roulement au 31 mars 2023 est négatif de 5,0 millions d'euros.

2. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE

Évolution du capital

Au 31 mars 2023, le capital social est de 37 794 445 €, divisé en 37 794 445 actions d'une valeur nominale de 1,00 €.

Depuis le 1^{er} janvier 2023, il a été augmenté de 5 496 € en valeur nominale (assorti d'une prime d'émission de 74 784 €) par la création de 5 496 actions résultant de la levée d'options de souscription d'actions.

Principaux actionnaires

Aucun franchissement de seuil n'a été notifié à la Société depuis le 1^{er} janvier 2023.

À la date du présent rapport, à la connaissance de la Société :

- Daniel Harari détient 14,6 % du capital et 14,5 % des droits de vote ;
- AIPCF VI LG Funding (États-Unis), Brown Capital Management (États-Unis), Fidelity Management and Research (États-Unis) et Kempen Oranje Participaties (Pays-Bas) détiennent chacune plus de 5 % (et moins de 10 %) du capital et des droits de vote.

Aucun autre actionnaire n'a déclaré détenir plus de 5 % du capital ou des droits de vote.

Actions de la Société détenues en propre

Au 31 mars 2023, la Société détenait 0,07 % de ses propres actions dans le cadre du contrat de liquidité géré par Natixis ODDO BHF.

Évolution du cours de Bourse et des volumes d'échange

Au 31 mars 2023, le cours de Bourse (36,35 €) s'est inscrit en hausse de 3 % par rapport au 31 décembre 2022 (35,20 €). Au cours du premier trimestre, son plus bas a été de 32,95 € le 13 mars et son plus haut de 41,30 € le 18 janvier.

La capitalisation boursière s'élève à 1,37 milliard d'euros au 31 mars 2023 (1,33 milliard d'euros au 31 décembre 2022).

Pour les trois premiers mois de 2023, l'indice Euronext Tech Leaders a progressé de 11 % et les indices CAC 40, CAC All-Tradable et CAC Mid & Small se sont appréciés respectivement de 13 %, 12 % et 6 %.

Au premier trimestre 2023, 4,0 millions d'actions ont été échangées (6,0 millions au premier trimestre 2022), toutes plateformes confondues (source Bloomberg), dont 47 % sur Euronext.

La Société a confirmé, dans son communiqué du 11 avril 2023, son éligibilité au dispositif PEA-PME. En conséquence, les actions Lectra peuvent être intégrées au sein de comptes PEA-PME, dispositif dédié à l'investissement dans les petites et moyennes entreprises, bénéficiant des mêmes avantages fiscaux que le plan d'épargne en actions (PEA) classique.

L'action de la Société est par ailleurs éligible au Service de Règlement Différé classique (SRD) d'Euronext, service permettant aux investisseurs français de différer le règlement ou la livraison des titres.

3. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 31 MARS

Aucun événement important n'est à signaler.

4. CALENDRIER FINANCIER

Le rapport financier annuel 2022 a été mis en ligne sur le site Internet de la Société le 30 mars 2023.

L'Assemblée générale annuelle se réunira le 28 avril 2023, dans les locaux de la Société.

Les résultats financiers du premier semestre 2023 seront publiés le 27 juillet 2023, après la clôture d'Euronext.

5. ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE L'ACTIVITÉ ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Dans son rapport sur les comptes du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2022, publié le 25 octobre 2022, Lectra avait rappelé sa stratégie 4.0, initiée en 2017, et présenté le bilan de la feuille de route 2020-2022, en précisant que les avancées réalisées au cours de cette période, ainsi que les acquisitions de 2021, en particulier celle de Gerber, lui donnaient une nouvelle dimension avec des possibilités accrues de poursuivre sa croissance.

Puis, dans son rapport financier 2022, publié le 8 février 2023, Lectra avait présenté sa nouvelle feuille de route pour la période 2023-2025.

Le Groupe précisait également que l'année 2023 demeurerait imprévisible compte tenu d'un environnement macroéconomique et géopolitique dégradé qui se traduisait par de nombreuses incertitudes pouvant continuer de peser sur les décisions d'investissements de ses clients.

L'activité et les résultats du premier trimestre 2023 confirment cette situation.

Perspectives 2023 revues du fait de l'attentisme des clients

En début d'année, le Groupe s'est fixé pour objectif de réaliser en 2023 un chiffre d'affaires compris entre 522 et 576 millions d'euros et un EBITDA courant compris entre 90 et 113 millions d'euros. Ces scénarios avaient été établis sur la base des cours de change au 30 décembre 2022, notamment 1,07 \$ / 1 €.

Si la visibilité sur le niveau des commandes de nouveaux systèmes au cours des prochains trimestres reste faible, elle est forte sur le chiffre d'affaires récurrent, qui devrait représenter 65 % du chiffre d'affaires total en 2023 et est attendu en croissance importante. Le poids du chiffre d'affaires récurrent et sa progression, associés aux mesures de réduction de certains frais généraux prises par le Groupe fin avril, permettront d'atténuer les effets du faible niveau des nouvelles commandes sur le chiffre d'affaires et l'EBITDA courant.

Ainsi, le Groupe anticipe désormais un chiffre d'affaires compris entre 485 et 525 millions d'euros (- 5 % à + 3 % à cours de change constants par rapport à 2022) et un EBITDA courant compris entre 78 et 95 millions d'euros (- 15 % à + 3 % à cours de change constants par rapport à 2022). Ces nouveaux scénarios ont été établis sur la base des cours de change au 27 avril 2023 pour les neuf derniers mois de l'année, notamment 1,10 \$ / 1 €. L'impact mécanique de l'évolution des cours de change par rapport à ceux retenus en début d'année est une diminution de 4,5 millions d'euros du chiffre d'affaires et de 2,5 millions d'euros de l'EBITDA courant.

La nécessité pour les clients du Groupe de continuer d'améliorer leurs performances dans un environnement fortement concurrentiel les conduira à reprendre leurs investissements dès l'amélioration du contexte macroéconomique. Initiée le 1^{er} janvier dernier, la feuille de route 2023-2025 de Lectra lui permettra de profiter pleinement de cette reprise et ainsi d'accélérer sa croissance.

Le Conseil d'administration

Le 27 avril 2023

COMPLÉMENT D'INFORMATION – PREMIER TRIMESTRE 2023

COMMANDES DE NOUVEAUX SYSTÈMES – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES ⁽¹⁾

Licences perpétuelles de logiciel, équipements et leurs logiciels et services non récurrents	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars							
	2023			2022		Variation 2023/2022		
	Réel	%	A cours de change 2022	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
(en milliers d'euros)								
Licences perpétuelles de logiciel	3 691	10%	3 648	5 151	10%	-28%	-29%	
Équipements et leurs logiciels	26 923	76%	26 553	41 878	81%	-36%	-37%	
Formation, conseil	3 821	11%	3 793	3 587	7%	+7%	+6%	
Divers	1 221	3%	1 210	1 257	2%	-3%	-4%	
Total	35 658	100%	35 204	51 873	100%	-31%	-32%	
Parité moyenne € / \$	1,07		1,12	1,12				

Nouveaux abonnements logiciels	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars							
	2023			2022		Variation 2023/2022		
	Réel	%	A cours de change 2022	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
(en milliers d'euros)								
Valeur annuelle des nouveaux abonnements logiciels	2 667	na	2 644	2 336	na	+14%	+13%	
Parité moyenne € / \$	1,07		1,12	1,12				

ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES ⁽¹⁾

La répartition du chiffre d'affaires par marché géographique est donnée à titre indicatif. Les variations sur un seul trimestre ne permettent pas d'extrapoler des tendances pour l'exercice.

Chiffre d'affaires par région	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars							
	2023			2022		Variation 2023/2022		
	Réel	%	A cours de change 2022	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
(en milliers d'euros)								
Europe, dont :	40 001	32%	40 130	40 834	33%	-2%	-2%	
- France	6 640	5%	6 640	6 392	5%	+4%	+4%	
Amériques	45 552	37%	43 591	41 879	34%	+9%	+4%	
Asie - Pacifique	29 170	24%	29 145	29 097	24%	0%	0%	
Autres pays	8 930	7%	9 032	10 147	8%	-12%	-11%	
Total	123 653	100%	121 898	121 958	100%	+1%	0%	
Parité moyenne € / \$	1,07		1,12	1,12				

Chiffre d'affaires par activité	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars							
	2023			2022		Variation 2023/2022		
	Réel	%	A cours de change 2022	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
(en milliers d'euros)								
Chiffre d'affaires des licences perpétuelles de logiciel, des équipements et leurs logiciels et des services non récurrents, dont :	43 757	35%	43 047	48 613	40%	-10%	-11%	
- licences perpétuelles de logiciel	4 085	3%	4 039	4 683	4%	-13%	-14%	
- équipements et leurs logiciels	33 764	27%	33 142	39 088	32%	-14%	-15%	
- formation, conseil	4 687	4%	4 656	3 585	3%	+31%	+30%	
- divers	1 221	1%	1 210	1 257	1%	-3%	-4%	
Chiffre d'affaires récurrent, dont :	79 896	65%	78 851	73 345	60%	+9%	+8%	
- abonnements logiciels	6 677	5%	6 634	4 360	4%	+53%	+52%	
- contrats de maintenance des logiciels	13 415	11%	13 344	12 820	11%	+5%	+4%	
- contrats de maintenance des équipements et de leurs logiciels	23 889	19%	23 573	21 999	18%	+9%	+7%	
- consommables et pièces	35 915	29%	35 300	34 167	28%	+5%	+3%	
Total	123 653	100%	121 898	121 958	100%	+1%	0%	
Parité moyenne € / \$	1,07		1,12	1,12				

(1) L'impact de l'acquisition de TextileGenesis sur les comptes 2023 n'étant pas significatif, les variations à données comparables neutralisent uniquement l'effet de la variation des parités de change.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES ⁽¹⁾

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars				
	2023		2022	Variation 2023/2022	
	Réel	À cours de change 2022	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	123 653	121 898	121 958	+1%	0%
Coût des ventes	(38 891)	(38 382)	(41 701)	-7%	-8%
Marge brute	84 762	83 516	80 257	+6%	+4%
(en % du chiffre d'affaires)	68,5%	68,5%	65,8%	+2,7 points	+2,7 points
Frais de recherche et de développement	(12 670)	(12 544)	(10 939)	+16%	+15%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(59 962)	(59 429)	(54 868)	+9%	+8%
Résultat opérationnel courant	12 130	11 543	14 449	-16%	-20%
(en % du chiffre d'affaires)	9,8%	9,5%	11,8%	-2,0 points	-2,3 points
Charges à caractère non récurrent	-	-	(474)	-100%	-100%
Résultat opérationnel	12 130	11 543	13 976	-13%	-17%
(en % du chiffre d'affaires)	9,8%	9,5%	11,5%	-1,7 point	-2,0 points
Résultat avant impôts	10 298	9 725	12 871	-20%	-24%
Impôts sur le résultat	(2 961)	na	(3 590)	-18%	na
Résultat net	7 337	na	9 281	-21%	na
dont Résultat net part du Groupe	7 627	na	9 375	-19%	na
dont Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	(290)	na	(94)	na	na
Résultat opérationnel courant	12 130	11 543	14 449	-16%	-20%
+ Dotations nettes aux amortissements et dépréciations (actifs immobilisés)	7 613	7 469	7 121	+7%	+5%
EBITDA courant	19 744	19 012	21 571	-8%	-12%
(en % du chiffre d'affaires)	16,0%	15,6%	17,7%	-1,7 point	-2,1 points
Parité moyenne € / \$	1,07	1,12	1,12		

(1) L'impact de l'acquisition de TextileGenesis sur les comptes 2023 n'étant pas significatif, les variations à données comparables neutralisent uniquement l'effet de la variation des parités de change.

Attestation de la Société relative au rapport du premier trimestre 2023

"Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport trimestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les trois premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les neuf mois restants de l'exercice".

Paris, le 27 avril 2023

Daniel Harari
Président-Directeur général

Olivier du Chesnay
Directeur financier

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

(en milliers d'euros)	31 mars 2023 ⁽¹⁾	31 décembre 2022	31 mars 2022
Écarts d'acquisition	299 725	292 626	278 748
Autres immobilisations incorporelles	139 518	137 108	137 799
Droits d'utilisation locatifs	27 193	28 083	27 108
Immobilisations corporelles	27 095	27 900	27 838
Autres actifs non courants	16 586	18 443	25 063
Impôts différés actifs	13 068	12 212	9 120
Total actifs non courants	523 184	516 372	505 676
Stocks	75 086	75 479	65 839
Clients et comptes rattachés	85 963	88 185	81 781
Autres actifs courants	27 236	24 227	19 098
Trésorerie et équivalents de trésorerie	126 759	130 634	136 260
Total actifs courants	315 045	318 525	302 978
Total actifs	838 228	834 897	808 654

PASSIF

(en milliers d'euros)	31 mars 2023 ⁽¹⁾	31 décembre 2022	31 mars 2022
Capital social	37 794	37 789	37 762
Primes d'émission et de fusion	140 209	140 134	139 735
Actions détenues en propre	(945)	(1 037)	(415)
Écarts de conversion	23 074	30 346	18 501
Réserves et résultats consolidés	210 922	242 269	218 667
Participations ne donnant pas le contrôle	6 821	2 719	2 630
Total capitaux propres	417 875	452 220	416 880
Engagements de retraite	9 633	9 580	11 402
Obligations locatives à long terme	23 878	25 321	24 840
Engagements d'achat de titres minoritaires	49 341	10 450	9 500
Impôts différés passifs	2 796	1 278	-
Emprunts et dettes financières à long terme	97 554	97 492	118 331
Total passifs non courants	183 202	144 121	164 073
Fournisseurs et autres passifs courants	96 941	99 786	106 328
Produits constatés d'avance	90 635	88 755	79 711
Dettes d'impôt exigible	5 671	5 674	5 135
Obligations locatives à court terme	9 183	9 048	8 396
Engagements d'achat de titres minoritaires	-	-	2 165
Emprunts et dettes financières à court terme	21 409	21 784	21 090
Provisions	13 312	13 509	4 876
Total passifs courants	237 151	238 556	227 701
Total passifs et capitaux propres	838 228	834 897	808 654

(1) Les montants au 31 mars 2023 intègrent TextileGenesis (cf. note 3 ci-après).

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2023 ⁽¹⁾ (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2022 (trois mois)
Chiffre d'affaires	123 653	121 958
Coût des ventes	(38 891)	(41 701)
Marge brute	84 762	80 257
Frais de recherche et développement	(12 670)	(10 939)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(59 962)	(54 868)
Résultat opérationnel courant	12 130	14 449
Charges à caractère non récurrent	-	(474)
Résultat opérationnel	12 130	13 976
Produits financiers	490	98
Charges financières	(1 871)	(745)
Résultat de change	(451)	(458)
Résultat avant impôts	10 298	12 871
Impôts sur le résultat	(2 961)	(3 590)
Résultat net	7 337	9 281
dont Résultat net part du Groupe	7 627	9 375
dont Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	(290)	(94)
 (en euros)		
Résultat net part du Groupe par action :		
- de base	0,20	0,25
- dilué	0,20	0,24
 Nombre d'actions utilisé pour les calculs :		
- résultat de base	37 762 752	37 738 619
- résultat dilué	38 213 044	38 276 173
 (en milliers d'euros)		
Résultat opérationnel courant	12 130	14 449
+ Dotations nettes aux amortissements et dépréciations (actifs immobilisés)	7 614	7 121
EBITDA courant	19 744	21 571

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL PART DU GROUPE ⁽²⁾

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2023 ⁽¹⁾ (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2022 (trois mois)
Résultat net part du Groupe	7 627	9 375
Écarts de conversion	(7 228)	6 286
Effet d'impôts	(44)	83
Total éléments qui seront reclassés en résultat net	(7 272)	6 369
Réévaluation du passif net au titre des régimes de retraite à prestations définies	57	-
Effet d'impôts	(14)	-
Total éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net	43	0
Total autres éléments du résultat global	(7 229)	6 369
Résultat global part du Groupe	398	15 744

(1) Les montants 2023 intègrent TextileGenesis depuis le 9 janvier (cf. note 3 ci-après).

(2) Le Groupe a jugé non significative l'information sur le résultat global des participations ne donnant pas le contrôle (des entités Retviews, Gemini CAD Systems, Glengo Lectra Teknoloji et TextileGenesis- cf. note 3) et présente donc uniquement le résultat global part du Groupe.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2023 ⁽¹⁾ (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2022 (trois mois)
I - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE		
Résultat net	7 337	9 281
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations (actifs immobilisés)	7 614	7 121
Dotations nettes aux provisions et dépréciations (actifs courants)	941	360
Éléments non monétaires du résultat	(404)	436
Plus- ou moins-values sur cessions d'actifs	(5)	(2)
Variation des impôts différés	(1 087)	226
Capacité d'autofinancement d'exploitation	14 395	17 422
Variation des stocks et en-cours	(1 100)	(6 368)
Variation des créances clients et comptes rattachés	4 887	3 086
Variation des autres actifs et passifs courants	(5 028)	(5 125)
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	(1 241)	(8 407)
Variation des autres actifs non courants d'exploitation	-	(441)
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	13 154	8 574
II - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(1 247)	(596)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(614)	(913)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	1	-
Coût d'acquisition des sociétés achetées ⁽²⁾	(12 046)	-
Acquisitions d'immobilisations financières ⁽³⁾	(5 224)	(3 521)
Cessions d'immobilisations financières ⁽³⁾	5 671	3 637
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(13 459)	(1 393)
III - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentations de capital en numéraire de la société mère	80	243
Changements de parts d'intérêts dans des entités contrôlées ⁽⁴⁾	(482)	(299)
Achats par la société de ses propres actions	(5 089)	(3 479)
Ventes par la société de ses propres actions	5 203	3 419
Remboursement des obligations locatives	(2 653)	(2 252)
Accroissement des dettes long terme et court terme	-	-
Remboursement des dettes long terme et court terme	-	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(2 941)	(2 368)
Variation de la trésorerie	(3 246)	4 813
Trésorerie à l'ouverture	130 634	130 586
Variation de la trésorerie	(3 246)	4 813
Incidence des variations de cours de change	(629)	861
Trésorerie à la clôture	126 759	136 260
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	13 154	8 574
+ Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(13 459)	(1 393)
- Coût d'acquisition des sociétés achetées	12 046	-
- Remboursement des obligations locatives	(2 653)	(2 252)
Cash-flow libre	9 088	4 929
Éléments non récurrents du cash-flow libre	(160)	(2 122)
Cash-flow libre courant	9 248	7 051
Impôts (payés) / remboursés, nets	(1 146)	(956)
Intérêts (payés) sur obligations locatives	(530)	(124)
Intérêts (payés)	(1 163)	(298)

(1) Les montants 2023 intègrent TextileGenesis depuis le 9 janvier (cf. note 3).

(2) Ces montants correspondent au coût d'acquisition, net de la trésorerie active, de TextileGenesis (cf. note 3 ci-après).

(3) Ces montants comprennent, pour l'essentiel, la valorisation des achats et ventes d'actions propres réalisés dans le cadre du contrat de liquidité, dont la contrepartie figure dans les lignes correspondantes des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

(4) Ce montant correspond, en 2023, à l'acquisition des parts d'un des minoritaires de la société Neteven, suite à son départ. Il correspondait en 2022 au solde versé pour l'acquisition de 10 % additionnel de la société Retviews.

TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social			Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Écarts de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur nominale	Capital social							
Capitaux propres au 31 décembre 2021	37 742 959	1,00	37 743	139 511	(271)	12 132	208 947	398 062	2 724	400 786
Résultat net							9 375	9 375	(94)	9 281
Autres éléments du résultat global						6 369	-	6 369		6 369
Résultat global						6 369	9 375	15 744	(94)	15 650
Exercices d'options de souscription d'actions	18 806	1,00	19	224				243		243
Valorisation des options de souscription d'actions							282	282		282
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(144)			(144)		(144)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							63	63		63
Capitaux propres au 31 mars 2022	37 761 765	1,00	37 762	139 735	(415)	18 501	218 667	414 249	2 630	416 880
Capitaux propres au 31 décembre 2021	37 742 959	1,00	37 743	139 511	(271)	12 132	208 947	398 062	2 724	400 786
Résultat net							44 386	44 386	(558)	43 828
Autres éléments du résultat global						18 215	1 371	19 586	11	19 597
Résultat global						18 215	45 757	63 972	(547)	63 425
Exercices d'options de souscription d'actions	45 990	1,00	46	623				669		669
Valorisation des options de souscription d'actions							1 340	1 340		1 340
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(766)			(766)		(766)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							18	18		18
Achat de titres minoritaires sur la société Retviews ⁽¹⁾							837	837	(87)	750
Réévaluation des participations ne donnant pas le contrôle de Gemini								-	47	47
Rapprochement avec Glengo et engagement d'achat de titres minoritaires ⁽²⁾							(1 941)	(1 941)	92	(1 850)
Augmentations de capital des participations ne donnant pas le contrôle ⁽²⁾								-	490	490
Actualisation des engagements de rachat des minoritaires							900	900		900
Dividendes							(13 588)	(13 588)		(13 588)
Capitaux propres au 31 décembre 2022	37 788 949	1,00	37 789	140 134	(1 037)	30 346	242 269	449 501	2 719	452 220
Résultat net							7 627	7 627	(290)	7 337
Autres éléments du résultat global						(7 272)	43	(7 229)	15	(7 214)
Résultat global						(7 272)	7 670	398	(275)	123
Exercices d'options de souscription d'actions	5 496	1,00	5	75				80		80
Valorisation des options de souscription d'actions							313	313		313
Vente (achat) par la société de ses propres actions					92			92		92
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							16	16		16
Achat de titres minoritaires sur la société Neteven							379	379	(27)	352
Intégration de TextileGenesis et engagements d'achat de titres minoritaires ⁽³⁾							(45 416)	(45 416)	4 404	(41 012)
Actualisation des engagements de rachat des minoritaires							5 692	5 692		5 692
Dividendes							-	-		-
Capitaux propres au 31 mars 2023	37 794 445	1,00	37 794	140 209	(945)	23 074	210 922	411 055	6 821	417 875

(1) Ces montants font suite à l'achat de titres additionnels de la société Retviews en juillet 2022 (cf. note 3).

(2) Ces montants font suite au rapprochement opéré entre la filiale du Groupe Lectra Turquie et Glengo Teknoloji, le 1^{er} juin 2022 (cf. note 3 ci-après).

(3) Ces montants font suite à la prise de contrôle de la société TextileGenesis le 9 janvier 2023. La note 3 ci-après détaille les impacts de cette opération sur les états financiers du Groupe.

NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2023

1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Entreprise française de haute technologie, Lectra a tissé dans plus de 100 pays des relations privilégiées et de long terme avec ses clients, qui ont en commun la recherche de l'excellence opérationnelle et l'utilisation de matières souples – tissus et cuir, mais aussi textiles techniques et matériaux composites – dans la fabrication de leurs produits (vêtements, sièges et intérieurs de voiture, airbags, meubles rembourrés...).

Pour accroître la compétitivité de ses clients, Lectra façonne des technologies premium spécifiques à leurs marchés – principalement la mode, l'automobile et l'ameublement. Ses solutions, qui combinent logiciels, équipements de découpe automatique, données et services associés, permettent notamment d'automatiser et d'optimiser la création, le développement des produits et leur production, et de digitaliser les processus.

L'offre de Lectra accompagne ses clients dans la réalisation de leurs objectifs stratégiques : améliorer la productivité, réduire les coûts, diminuer le *time-to-market*, relever les défis de la mondialisation, accroître la qualité des produits, augmenter la capacité de production, développer des marques. S'y ajoutent désormais des enjeux propres à l'entrée dans l'Industrie 4.0, tels que sécuriser les échanges digitaux d'informations tout au long d'une chaîne d'approvisionnement étendue, et rendre l'usine plus agile.

Fondée en 1973, Lectra est depuis 1987 cotée sur Euronext.

Modèle économique

Le modèle économique de Lectra repose sur trois piliers :

- une répartition de l'activité sur des marchés sectoriels et géographiques aux cycles différents et sur un très grand nombre de clients dans le monde entier ;
- une répartition équilibrée du chiffre d'affaires entre le chiffre d'affaires des licences de logiciels, des équipements et des services non récurrents et le chiffre d'affaires récurrent ;
- la génération d'un cash-flow libre annuel important.

Implantation mondiale

Lectra, dont le siège est en France, s'est doté depuis le milieu des années 1980 d'une implantation d'envergure mondiale.

À la suite de l'acquisition de Gerber Technology (« Gerber ») en juin 2021, de Neteven en juillet 2021, de Gemini CAD Systems (« Gemini ») en septembre 2021 et de TextileGenesis en janvier 2023, le Groupe dispose d'un réseau de 64 filiales, unique au regard de ses concurrents, et réalise en direct près de 85 % de son chiffre d'affaires.

Lectra reçoit des clients du monde entier dans ses *International Advanced Technology & Conference Centers* à Bordeaux-Cestas (France), à Atlanta et New York (États-Unis) et à Shanghai (Chine). Le Groupe dispose de douze Centres d'expertises internationaux, basés à Bordeaux-Cestas (France), Atlanta et Tolland (États-Unis), Blumenau (Brésil), Hô Chi Minh (Vietnam), Istanbul (Turquie), Madrid (Espagne), Milan (Italie), Osaka (Japon), Porto (Portugal), Séoul (Corée du Sud) et Shanghai (Chine).

Clients

Les clients de Lectra sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Il s'agit, pour l'essentiel, de marques, fabricants et distributeurs de mode et d'habillement, d'équipementiers et sous-traitants automobiles, de marques et fabricants de meubles.

Produits et services

Lectra conçoit, fabrique et commercialise des solutions technologiques qui combinent logiciels, équipements de découpe automatique, données et services associés, avec pour particularité d'incorporer l'expertise métier et les meilleures pratiques industrielles de chaque segment de marché. Les services comprennent la maintenance technique, le support, la formation et le conseil. Le Groupe commercialise également des consommables et pièces pour ses équipements.

Les équipements de découpe automatique développés par le Groupe en France, sont assemblés à partir de sous-ensembles fournis par un réseau de sous-traitants, et testés sur son site industriel de Bordeaux-Cestas. Les découpeurs mis sur le marché depuis 2007 comportent des centaines de capteurs les connectant aux Centres d'expertises de Lectra afin de permettre la maintenance préventive et prédictive.

La fabrication des équipements de découpe automatique développés par Gerber est pour partie réalisée aux États-Unis et pour partie sous-traitée, essentiellement à une société en Chine.

Collaborateurs

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de plus de 2 500 collaborateurs dans le monde. Cette présence internationale permet à l'entreprise d'offrir à tous ses clients une forte proximité géographique.

2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Board* et telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site Internet de la Commission européenne :

https://finance.ec.europa.eu/capital-markets-union-and-financial-markets/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en

Les états financiers consolidés condensés au 31 mars 2023 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés du Groupe et leur annexe pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, disponibles sur lectra.com.

Les comptes consolidés ont été préparés selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes consolidés annuels 2022. Ils ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration du 27 avril 2023 et n'ont pas fait l'objet d'un examen par les Commissaires aux comptes.

Le Groupe n'est pas impacté par les modifications de normes, amendements et interprétations applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023. Le Groupe n'a pas non plus appliqué par anticipation de normes, amendements et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023.

Saisonnalité

La comparabilité des comptes trimestriels, semestriels et annuels peut être affectée par la nature légèrement saisonnière des activités du Groupe qui réalise sur le quatrième trimestre un chiffre d'affaires généralement plus élevé que sur les trimestres précédents, notamment en ce qui concerne le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes. Par ailleurs, les frais généraux sont réduits au troisième trimestre par l'effet des congés d'été en France et dans les filiales européennes. Ces deux éléments ont un effet positif sur le résultat opérationnel des trimestres concernés.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives pour l'établissement des états financiers consolidés concernent la détermination de la valeur recouvrable des écarts d'acquisition et immobilisations, ainsi que l'évaluation des impôts différés actifs.

Chiffre d'affaires

Les contrats conclus avec les clients incluent des prestations multiples telles que : équipements et leurs logiciels embarqués, licences perpétuelles de logiciel, consommables et pièces, formation et conseil, installation, maintenance et services d'assistance en ligne des équipements et logiciels, services d'évolution des logiciels vendus (mises à jour de ceux-ci).

Les ventes de logiciels ne sont reconnues séparément que lorsque ceux-ci ont une utilité pour le client indépendamment des autres prestations promises au contrat. Ainsi, les logiciels présents sur les équipements de découpe automatique (appelés pilotes) ne sont pas reconnus séparément de ces derniers dans la mesure où ils forment une composante essentielle de ces équipements : sans le pilote, les équipements sont inutilisables, et sans ces derniers les logiciels n'ont aucune utilité non plus. En revanche, les logiciels spécialisés (par exemple, les logiciels de gestion des collections, de patronage, de simulation), sous forme de licence perpétuelle, habituellement installés sur les ordinateurs des clients, régulièrement vendus séparément des équipements, constituent des prestations distinctes.

Les autres prestations sont considérées comme des prestations distinctes selon IFRS 15 et sont donc comptabilisées séparément compte tenu notamment des éléments suivants :

- l'installation des équipements et des logiciels spécialisés est réalisée en quelques jours, simple à mettre en œuvre et n'en modifie pas les caractéristiques ;
- les formations sont de courtes durées sans lien d'interdépendance avec les autres prestations ;
- les prestations de conseil portent en général sur l'optimisation des processus de création et de production des clients et sont couramment vendues séparément aux clients ;
- concernant la maintenance des logiciels et équipements, il s'agit majoritairement de contrats annuels dans le cadre desquels l'engagement du Groupe est un engagement de disponibilité ou de mise à disposition de versions futures de logiciels non encore développées. Les solutions (équipements et logiciels) sont distinctes de la maintenance car elles sont entièrement fonctionnelles dès leur livraison et parce que les prestations de maintenance ne sont pas critiques pour que le client puisse bénéficier de la solution. Les machines sont le plus souvent vendues accompagnées d'une ou deux années de maintenance et le client dispose d'options de renouvellement ne faisant pas l'objet de réduction de prix par rapport au prix de souscription initial de la maintenance. Les options de renouvellement ne correspondent donc pas à des droits significatifs devant faire l'objet d'une comptabilisation séparée selon IFRS 15.

Le Groupe détermine les prix de vente spécifiques des différents éléments en privilégiant le recours à des données observables. Pour les éléments qui ne font pas habituellement l'objet de ventes séparées, les prix de vente spécifiques sont estimés sur la base de la politique tarifaire du Groupe, reflétant les coûts attendus, plus une marge appropriée.

Le chiffre d'affaires lié à la vente des équipements (incluant les logiciels pilotes) est reconnu à la date de transfert de leur contrôle aux clients. Cette date correspond en pratique à la date du transfert physique de l'équipement telle que déterminée par les conditions de vente contractuelles.

Les logiciels commercialisés sous forme de licence perpétuelle sont des licences de type droit

d'utilisation selon IFRS 15 dont le chiffre d'affaires est comptabilisé à une date donnée, correspondant généralement à la date à laquelle le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par clé USB ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux logiciels vendus sous forme d'abonnement (conférant au client un droit d'accès aux licences desdits logiciels) est reconnu de manière étalée sur la durée de l'engagement du client.

Le chiffre d'affaires des prestations de formation et de conseil est comptabilisé à l'avancement sur la base des heures ou jours de travail effectués par les équipes.

Le chiffre d'affaires relatif à l'installation des équipements et des logiciels spécialisés est reconnu au moment où ces prestations sont effectuées.

Le chiffre d'affaires des prestations de maintenance des logiciels et équipements est comptabilisé à l'avancement, selon un mode linéaire, s'agissant d'obligations à se tenir prêt tout au long du contrat sans pics notables d'activité (« *stand-ready obligations* »).

Lectra agit en tant que principal dans la vente des équipements dans la mesure où les pièces et sous-ensembles assemblés par le Groupe en France et aux États-Unis ne constituent que des *inputs* utilisés dans la fabrication des produits finis vendus aux clients.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks, en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de développement au moment où ils surviennent ne sont pas remplis, et ces derniers, ainsi que les frais de recherche, sont donc comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Le crédit d'impôt recherche et le crédit d'impôt innovation applicables en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de recherche et développement, sont présentés en déduction des dépenses de recherche et de développement.

Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la Société.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'effet dilutif des options de souscription d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la Société dans le seul cadre du contrat de liquidité.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des options de souscription d'actions sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen de Bourse de l'exercice. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des options de souscription d'actions.

Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital dilué.

Indicateurs de performance

Le Groupe utilise les indicateurs de performance comme le résultat opérationnel, l'EBITDA courant, le cash-flow libre, et le ratio de sécurité tels que définis ci-dessous, considérant que ces agrégats sont pertinents dans le pilotage du Groupe et la mesure de la mise en œuvre de sa stratégie.

Résultat opérationnel courant et résultat opérationnel

Le Groupe suit un solde intermédiaire dans ses états financiers appelé « Résultat opérationnel » qui est défini par l'ensemble des produits et charges ne résultant pas des activités financières, des sociétés mises en équivalence, des activités arrêtées ou en cours de cession et de l'impôt.

Lorsque le Groupe identifie des produits ou charges à caractère non récurrent, il utilise, pour le suivi de sa performance opérationnelle, un solde intermédiaire de gestion intitulé « Résultat opérationnel courant ». Cet indicateur financier correspond au résultat opérationnel diminué des produits à caractère non récurrent et augmenté des charges à caractère non récurrent, tels que définis par la recommandation 2009-R.03 du CNC.

Ainsi, les produits et charges à caractère non récurrent qui sont présentés, le cas échéant, sur une ligne spécifique du compte de résultat consolidé, sont la traduction comptable d'événements inhabituels, anormaux et peu fréquents, en nombre très limité et de montant significatif.

EBITDA courant

Le Groupe définit son EBITDA courant (*Earnings Before Interest, Tax, Depreciation and Amortization*) comme étant la somme du résultat opérationnel courant et des dotations nettes aux amortissements et dépréciations d'actifs immobilisés.

Cet indicateur permet au Groupe de suivre sa performance opérationnelle directement liée à l'activité, hors effet des investissements immobilisés.

Cash-flow libre et cash-flow libre courant

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise et des remboursements des obligations locatives comptabilisées selon IFRS 16.

Dans le cash-flow libre, le Groupe isole les encaissements et décaissements à caractère non récurrent, correspondant aux produits et charges de même nature au sein du résultat opérationnel. Retraité de ces éléments présentés sur une ligne spécifique, le Groupe identifie ainsi le cash-flow libre courant.

Le Groupe considère que cette définition du cash-flow libre représente l'indicateur de performance de sa gestion de trésorerie.

Ratio de sécurité

Le ratio de sécurité est défini par le Groupe comme étant la part des frais fixes annuels couverte par la marge brute dégagée par le chiffre d'affaires récurrent.

Ce ratio permet au Groupe de mesurer la couverture de ses frais fixes par un chiffre d'affaires provenant d'activités qui ne dépendent pas des décisions d'investissements de ses clients d'une année sur l'autre.

Secteurs opérationnels

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein du Groupe. Les secteurs présentés en note 4 sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité exécutif, « principal décideur opérationnel » du Groupe.

Les secteurs reportés correspondent aux grandes régions commerciales. Il s'agit des régions :
Lectra

Amériques ; Europe du Nord, de l'Est, Moyen-Orient et Afrique du Sud ; Europe du Sud et Afrique du Nord ; et Asie-Pacifique. Ces régions exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune activité industrielle ou de R&D et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, *business development*, logistique, achats, production, R&D, finance, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans une colonne « Siège », permettant la réconciliation aux montants figurant dans les états financiers du Groupe.

La mesure de performance se fait sur l'EBITDA courant du secteur en excluant, le cas échéant, les produits et charges à caractère non récurrent et les pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation inter secteurs. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le Siège, une partie de la marge brute globale consolidée est conservée dans le calcul du résultat du Siège et doit permettre d'en absorber les coûts. Les frais généraux du Siège étant pour l'essentiel fixes, sa marge brute et par conséquent son EBITDA courant, dépendent donc essentiellement du volume d'activité réalisé par les régions commerciales.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 31 mars 2023, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre la société mère Lectra SA, 60 sociétés consolidées par intégration globale, dont 24 provenant de l'acquisition de Gerber. Trois sociétés sont non consolidées.

Acquisition de TextileGenesis

Le Groupe a annoncé le 8 décembre 2022 la signature d'un accord en vue d'acquérir la majorité du capital et des droits de vote de la société néerlandaise TextileGenesis. Cette transaction a été finalisée le 9 janvier 2023.

L'acquisition porte en 2023 sur 50,5 % du capital et des droits de vote de TextileGenesis, pour un montant de 15,2 millions d'euros, dont une augmentation de capital à hauteur de 2,0 millions d'euros souscrite exclusivement par Lectra. L'acquisition du solde aura lieu en deux temps en janvier 2026 et janvier 2028 (engagement de rachat des titres minoritaires – au moyen d'options croisées de *puts* et de *calls*), et portera le total du prix d'acquisition à un montant de 60,6 millions d'euros.

La comptabilité d'acquisition est en cours de finalisation et les principaux impacts à date sur les états financiers du Groupe sont les suivants :

- - comptabilisation d'immobilisations incorporelles relatives à la technologie et aux relations clients, pour des montants respectifs de 2,6 et 4,9 millions d'euros, générant un impôt différé passif de 1,6 million d'euros. Ces nouvelles immobilisations incorporelles s'ajoutent à un actif net en date d'acquisition de 3,1 millions d'euros ;
- - comptabilisation des participations ne donnant pas le contrôle, évaluées à leur quote-part dans l'actif net repris (méthode dite du « goodwill partiel ») pour un montant de 4,4 millions d'euros ;
- - comptabilisation d'un écart d'acquisition pour un montant de 10,7 millions d'euros ;
- - comptabilisation d'une dette correspondant à l'engagement de rachat des titres minoritaires, évaluée à la juste valeur, en contrepartie des capitaux propres – part du Groupe, pour un montant de 45,4 millions d'euros, à échéance à plus d'un an.

Le coût du rachat par Lectra, net de la trésorerie acquise, est intégralement présenté sur la ligne « Coût d'acquisition des sociétés achetées » du tableau des flux de trésorerie, pour un montant de 12,0 millions d'euros.

TextileGenesis est consolidée par intégration globale depuis le 9 janvier 2023.

Arrêt des opérations en Russie

Dès le début du conflit en 2022, le Groupe avait décidé d'arrêter ses opérations en Russie en cessant l'activité de sa filiale Lectra Russie et en stoppant toute livraison de produit ou de service.

Le Groupe avait déprécié ses actifs nets en Russie, pour un montant d'environ 0,9 million d'euros ; la filiale Lectra Russie reste consolidée par intégration globale dans le périmètre du Groupe.

Reprise des activités de Glengo Teknoloji

Le 1^{er} juin 2022, Lectra avait opéré un rapprochement entre sa filiale Lectra Turquie et Glengo Teknoloji (« Glengo »), distributeur exclusif des solutions Gerber en Turquie. La transaction a consisté en l'acquisition par Lectra Turquie des actifs de Glengo (avec reprise de l'essentiel des salariés), pour 5,0 millions d'euros, et l'acquisition par les actionnaires de Glengo de 25 % des actions de Lectra Turquie, qui est devenue Glengo Lectra Teknoloji. La transaction prévoit un engagement de rachat des titres minoritaires (au moyen d'options croisées de *puts* et de *calls*) à moyen terme.

La comptabilité d'acquisition a été finalisée. La dette correspondant à l'engagement de rachat des titres minoritaires s'élevait à 1,9 million d'euros, évaluée à la juste valeur, à échéance long terme.

Glengo Teknoloji est consolidée par intégration globale depuis le 1^{er} juin 2022.

Acquisition de Gemini

En septembre 2021, le Groupe avait acquis 60 % du capital et des droits de vote de la société roumaine Gemini, pour un montant de 7,6 millions d'euros. L'acquisition du solde aura lieu en deux temps en septembre 2024 et septembre 2026 (engagement de rachat des titres minoritaires – au moyen d'options croisées de *puts* et de *calls*), et portera le total du prix d'acquisition à un montant compris entre 13 et 20 millions d'euros.

La comptabilité d'acquisition a été finalisée. La dette correspondant à l'engagement de rachat des titres minoritaires s'élève à 6,4 millions d'euros, évaluée à la juste valeur, à échéance long terme.

Gemini est consolidée par intégration globale depuis le 27 septembre 2021.

Acquisition de Neteven

En juillet 2021, le Groupe avait acquis 80 % du capital et des droits de vote de la société française Neteven, pour un montant de 12,6 millions d'euros. L'acquisition du solde (engagement de rachat des titres minoritaires – au moyen d'options croisées de *puts* et de *calls*) aura lieu en juin 2025 pour un montant compris entre 0,6 et 0,9 fois le chiffre d'affaires récurrent 2024.

La comptabilité d'acquisition a été finalisée. La dette correspondant à l'engagement de rachat des titres minoritaires s'élevait à 2,3 millions d'euros, évaluée à la juste valeur, à échéance long terme. Suite au départ d'un des fondateurs de Neteven en 2022, le Groupe a procédé au rachat de ses parts dans la société.

Neteven est consolidée par intégration globale depuis le 28 juillet 2021.

Acquisition de Gerber

Le 1^{er} juin 2021, Lectra avait finalisé l'acquisition de l'intégralité des actions de Gerber pour un montant de 173,9 millions d'euros (après finalisation de la détermination du prix de la transaction) – financés par un emprunt de 140 millions d'euros et par la trésorerie du Groupe – auxquels s'ajoutaient cinq millions de nouvelles actions Lectra émises au bénéfice de AIPCF VI LG Funding LP, actionnaire unique de Gerber.

Ce rapprochement stratégique donne naissance à un acteur mondial de premier plan de l'Industrie 4.0 pour les marchés de la mode, de l'automobile et de l'ameublement.

Acquisition de Retviews

En juillet 2019, le Groupe avait acquis la société belge Retviews SA et sa filiale roumaine Retviews Bucharest SRL. L'acquisition portait à cette date sur 70 % du capital et des droits de vote de Retviews, pour un montant de 8,0 millions d'euros.

Comme initialement prévu, Lectra avait acquis en juillet 2020 10 % additionnels du capital et des droits de vote de Retviews, pour un montant de 1,0 million d'euros : 0,9 million d'euros versés en juillet 2020 et le solde en janvier 2021. De même, en juillet 2021, Lectra avait de nouveau acquis 10 % additionnels, pour un montant de 1,5 million d'euros (1,2 million d'euros versés en juillet 2021 et le solde en janvier 2022). Enfin, en juillet 2022, Lectra a acquis les 10 % restants du capital et des droits de vote, pour un montant de 1,4 million d'euros.

Conformément à IAS 7, les paiements figurent dans le tableau des flux de trésorerie, au niveau des flux liés aux opérations de financement, sur la ligne « Changements de parts d'intérêts dans des entités contrôlées ».

La réévaluation du montant versé pour le rachat des 10 % restants en juillet 2022 par rapport à la dette figurant jusqu'alors dans l'état de la situation financière (engagement de rachat des titres minoritaires) a été comptabilisée en contrepartie des capitaux propres – part du Groupe.

Retviews et sa filiale roumaine sont consolidées par intégration globale depuis le 15 juillet 2019.

Il n'y a pas eu d'autre variation de périmètre au cours des exercices 2022 et 2021.

Entités non consolidées

Trois filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 31 décembre 2022, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élevait à 1,0 million d'euros, la valeur totale de leur actif à 2,2 millions d'euros et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par Lectra SA.

Les transactions avec ces filiales correspondent principalement aux achats effectués auprès de Lectra SA pour leur activité locale ou aux frais et commissions facturés à Lectra SA pour assurer leur fonctionnement lorsqu'elles jouent un rôle d'agent. Ces transactions représentaient un montant non significatif au 31 décembre 2022.

4. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2023 (en milliers d'euros)	Europe du Nord ⁽¹⁾	Europe du Sud ⁽²⁾	Amériques	Asie- Pacifique	Siège	Total
Chiffre d'affaires	22 252	26 679	45 552	29 170	-	123 653
EBITDA courant	2 322	4 674	2 847	2 193	7 708	19 744

Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2022 (en milliers d'euros)	Europe du Nord ⁽¹⁾	Europe du Sud ⁽²⁾	Amériques	Asie- Pacifique	Siège	Total
Chiffre d'affaires	25 355	25 627	41 879	29 097	-	121 958
EBITDA courant	3 416	4 710	1 818	2 328	9 299	21 571

(1) Ce secteur couvre les régions suivantes : Allemagne et Europe de l'Est, Royaume-Uni, Benelux, Scandinavie, Pays baltes, Turquie, Moyen-Orient et Afrique du Sud.

(2) Ce secteur couvre les régions suivantes : France, Italie, Espagne, Portugal, Afrique du Nord.

La colonne « Siège » permet la réconciliation des montants aux états financiers consolidés du Groupe.

5. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2023 (en milliers d'euros)	Trésorerie brute	Dettes financières	Trésorerie nette
Cash-flow libre courant	9 248	-	9 248
Éléments non récurrents du cash-flow libre	(160)	-	(160)
Augmentations de capital en numéraire ⁽¹⁾	80	-	80
Achat et vente par la société de ses propres actions ⁽³⁾	114	-	114
Coût d'acquisition des sociétés achetées ⁽²⁾	(12 046)	-	(12 046)
Changements de parts d'intérêts dans des entités contrôlées ⁽⁴⁾	(482)	-	(482)
Coût amorti de l'endettement	-	313	313
Effet de la variation des devises	(629)	-	(629)
Variation de la période	(3 875)	313	(3 562)
Situation au 31 décembre 2022	130 634	(119 276)	11 358
Situation au 31 mars 2023	126 759	(118 963)	7 796
Variation de la période	(3 875)	313	(3 562)

(1) Résultant exclusivement de l'exercice d'options de souscription d'actions.

(2) Ce montant correspond au coût d'acquisition, net de la trésorerie active de TextileGenesis (cf. note 3).

(3) Uniquement au travers du contrat de liquidité confié à Natixis Oddo BHF depuis septembre 2022 (cf. note 7).

(4) Paiement relatif à l'acquisition complémentaire de la société Neteven (cf. note 3).

Le cash-flow libre courant du premier trimestre 2023 s'élève à 9,2 millions d'euros.

Par ailleurs, le cash-flow libre comprend des décaissements à caractère non récurrent de 0,2 million d'euros, en lien avec l'acquisition de Gerber en 2021. Retraité de ces éléments, le cash-flow libre s'élève à 9,1 millions d'euros.

Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation de 14,4 millions d'euros, d'investissements de 1,4 million d'euros, et d'une augmentation du besoin en fonds de roulement de 1,2 million d'euros (le crédit d'impôt recherche de l'exercice 2023, a été intégralement imputé sur l'impôt à payer de Lectra SA – cf. note 6 ci-après). Enfin, il convient également de prendre en compte le remboursement des obligations locatives (au sens de la norme IFRS 16) de 2,7 millions d'euros.

La variation du besoin en fonds de roulement s'explique comme suit :

- + 5,0 millions d'euros proviennent du décaissement de la partie variable des salaires du Groupe relatifs aux résultats de l'exercice 2022, majoritairement payée en 2023, net de la provision comptabilisée au cours du premier trimestre 2023 et qui sera payée en 2024 ;
- - 4,9 millions d'euros proviennent de la diminution des créances clients ;
- + 1,1 million d'euros provient de l'augmentation des stocks ;
- - 0,1 million d'euros provient des variations des autres actifs et passifs courants ; aucune de ces variations, prise individuellement, ne représente un montant significatif.

Le besoin en fonds de roulement au 31 mars 2023 est négatif de 5,0 millions d'euros. Il comprend la part courante (8,8 millions d'euros) de la créance de 21,6 millions d'euros sur le Trésor public français au titre du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt innovation non encaissés et non imputés sur l'impôt.

6. CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE ET CRÉDIT D'IMPÔT INNOVATION

Le crédit d'impôt recherche de Lectra comptabilisé dans l'année, lorsqu'il ne peut être imputé sur l'impôt sur les sociétés, fait l'objet d'une créance sur le Trésor public français qui, si elle n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, est remboursée à la Société au cours de la quatrième année. Pour Neteven, les crédits d'impôt recherche font l'objet d'une créance remboursée à la société au cours de l'année suivante.

Le Groupe présente séparément la part non-courante (remboursable à plus d'un an, et actualisée) de la créance fiscale relative au crédit d'impôt recherche.

Le crédit d'impôt recherche (0,9 million d'euros) du premier trimestre 2023 a été comptabilisé mais non encaissé.

Ainsi, au 31 mars 2023, le Groupe détient une créance de 21,6 millions d'euros sur le Trésor public français (dont 12,8 millions d'euros classés parmi les autres actifs non courants), composée :

- du seul solde du crédit d'impôt recherche de Lectra, après imputation sur l'impôt sur les sociétés de chaque exercice : pour le premier trimestre 2023 comme pour 2022 (0 euro puisque la créance de crédit d'impôt recherche a été imputée intégralement sur l'impôt sur les sociétés de ces périodes), 2021 (6,0 millions d'euros), 2020 (6,8 millions d'euros), 2019 (3,4 millions d'euros) et 2018 (5,0 millions d'euros) ;
- du solde du crédit d'impôt recherche de Neteven (0,3 million d'euros).

En outre, les montants précédents à échéance à plus d'un an ont été réduits d'un montant de 0,5 million d'euros du fait de l'actualisation.

Le Groupe avait par ailleurs comptabilisé une provision pour risque de 2,0 millions d'euros en 2022, compte tenu de discussions en cours avec l'administration française portant sur le crédit d'impôt recherche de Lectra SA.

Compte tenu de ses estimations des montants de ces crédits d'impôt et de l'impôt sur les sociétés pour les trois prochains exercices, la société Lectra SA n'anticipe pas de décaissement au titre de l'impôt sur les sociétés sur lequel sera intégralement imputé le crédit d'impôt recherche de chaque exercice. Lectra devrait ainsi percevoir le remboursement du solde des crédits d'impôt non imputés comme suit, 2023 (crédits d'impôt 2018 et 2019), 2024 (crédit d'impôt 2020) et 2025 (crédit d'impôt 2021). Cette situation perdurera tant que le montant des crédits d'impôt annuels sera supérieur à celui de l'impôt sur les sociétés à payer.

Si le montant de l'impôt sur les sociétés devait devenir supérieur à celui du crédit d'impôt de l'année, la Société continuerait à ne pas décaisser le montant de l'impôt jusqu'à l'imputation de la totalité de la créance correspondante. Puis, elle compenserait chaque année l'intégralité de ces crédits d'impôt sur l'impôt à payer de la même année et devrait décaisser le solde.

7. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Depuis le 1^{er} janvier 2023, la Société a acheté 139 948 actions et en a vendu 142 978 aux cours moyens respectifs de 36,36 € et de 36,39 € dans le cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas jusqu'en septembre 2022, et Natixis Oddo BHF depuis.

Au 31 mars 2023, elle détenait 26 879 de ses propres actions (soit 0,07 % du capital social) à un prix de revient moyen de 35,15 €, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

8. TRÉSORERIE ET ENDETTEMENT

(en milliers d'euros)	31 mars 2023	31 décembre 2022
Trésorerie disponible	114 759	118 634
Équivalents de trésorerie	12 000	12 000
Emprunts et dettes financières	(118 963)	(119 276)
Trésorerie nette / (endettement net)	7 796	11 358

Les obligations locatives au sens de la norme IFRS 16 ainsi que les engagements d'achats de titres minoritaires ne sont pas considérés comme des dettes financières.

L'emprunt souscrit par le Groupe le 1^{er} juin 2021, à échéance cinq ans, est remboursable par quatre tranches annuelles de 15 % et 40 % *in fine*. Il porte intérêt au taux Euribor 3 ou 6 mois (avec un plancher Lectra

à 0 %) auquel s'ajoute une marge dépendant d'un ratio de levier, et fixée à 85 points de base pour la première année et à 75 points de base pour la deuxième année. Une première tranche de 21,0 millions d'euros a été remboursée le 1^{er} juin 2022.

Les frais relatifs à la mise en place de l'emprunt ont été déduits du montant initialement reconnu au bilan et seront amortis sur la durée du prêt (coût amorti selon IFRS 9). Cet emprunt n'a fait l'objet d'aucune couverture de flux de trésorerie.

Au 31 mars 2023, l'échéancier de l'emprunt se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31 mars 2023	31 décembre 2022
Court terme – à moins d'un an	21 409	21 784
Long terme – à plus d'un an, et moins de cinq ans	97 554	97 492
Total	118 963	119 276

9. RISQUE DE CHANGE

Au cours de l'exercice 2023, la parité moyenne entre le dollar américain et l'euro a été de 1,07 \$ / 1 €.

Instruments financiers de couverture du risque de change

Pour les entités historiques de Lectra, la politique de couverture du risque de change demeure inchangée par rapport au 31 décembre 2022. Depuis juillet 2022, la Société couvre également les positions bilancielle réciproques entre les entités historiques de Gerber.

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 31 mars 2023 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain) d'une contre-valeur nette totale (achats moins ventes) de 17,0 millions d'euros, destinés à couvrir des positions de bilan existantes. La Société a ainsi couvert en quasi-totalité ses positions de bilan.

Par ailleurs, la Société n'a pas couvert son exposition aux cours de change pour 2023.

10. SENSIBILITÉ DU MODÈLE ÉCONOMIQUE

Sensibilité du chiffre d'affaires et de l'EBITDA courant aux variations des cours des devises

La sensibilité du chiffre d'affaires et de l'EBITDA courant aux variations des cours des devises a été établie sur la base des parités du 31 décembre 2022 des devises concernées, notamment 1,07 \$ / 1 €. La sensibilité aux variations des cours des devises prend en compte les acquisitions réalisées.

Compte tenu de la part estimée du chiffre d'affaires et des dépenses réalisés en dollar ou dans des devises corrélées au dollar, une baisse de l'euro de 5 cents par rapport au dollar (portant la parité moyenne annuelle à 1,02 \$ / 1 €) se traduirait par une augmentation mécanique du chiffre d'affaires annuel 2023 d'environ 12,3 millions d'euros et de l'EBITDA courant annuel de 5,4 millions d'euros. À l'inverse, une appréciation de l'euro de 5 cents (soit 1,12 \$ / 1 €) se traduirait par une diminution du chiffre d'affaires et de l'EBITDA courant annuels des mêmes montants.